

2ème BUREAU

PREFECTURE DE LA HAUTE-MARNE

DB/PD

INSTALLATIONS CLASSEES

Dossier n° 3389

Le PREFET de la HAUTE-MARNE,

Vu la Loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la Loi susvisée ;

Vu la demande présentée le 9 février 1978 et complétée le 20 décembre 1980 par la S.A. des Fonderies de JOINVILLE, route de la Forge - 52300 JOINVILLE - en vue de régulariser l'ensemble des activités exploitées dans son usine sise sur le territoire de la commune de JOINVILLE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 5191 en date du 20 février 1981 portant ouverture de l'enquête publique qui s'est déroulée du 9 mars au 7 avril 1981 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2110 en date du 6 août 1981 prorogeant de 3 mois le délai imparti par le Préfet pour statuer sur la demande de la Société ;

Vu les pièces du dossier ;

Vu le registre d'enquête publique et l'avis du Commissaire-Enquêteur ;

Vu l'avis de M. l'Ingénieur Subdivisionnaire des Mines ;

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental de la Sécurité Civile et des Services d'Incendie en date du 3 mars 1981 ;

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi en date du 3 mars 1981 ;

Vu l'avis de Mme le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 3 mars 1981 .

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 30 mars 1981 ;

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Equipement en date du 30 mars 1981 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Ville de JOINVILLE en date du 9 mars 1981 ;

Vu le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance du 14 octobre 1981 ;

Le demandeur entendu ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Haute-Marne,

A R R E T E :

Article 1 : AUTORISATION

La Société des Fonderies de JOINVILLE, dont le siège social est fixé à JOINVILLE, Route de la Forge, est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de son usine sise au lieudit "La Forge" à JOINVILLE (52300).

Article 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

2.1. Caractéristiques de l'établissement

Cet établissement comporte les activités suivantes :

Désignation de l'installation	Rubrique	Régime
- Fonderie de métaux et alliages 2 cubilots en alternance de 5,5 t/h de capacité maximale Combustible utilisé : coke de fonderie Puissance maximale unitaire : 5.000 th/h	284 1e b	A
- Installation de combustion 2 cubilots de 5.000 th/h soit 10.000 th/h	153 bis	A
- Application à froid de peintures à base de solvants inflammables de 1ère catégorie , par pulvérisation : Qté de vernis utilisés > 25 l/j , au trempé : volume des cuves 2 x 500 l	405 B 1er a	A
	405 B 2e a	A
- Emploi de matières abrasives	1 bis	D
- Dépôt d'amines combustibles liquéfiées 16 fûts de 25 kg de diméthylamine (maxi)	48 bis 2e	D
- Atelier où l'on emploie à froid des amines combustibles liquéfiées (Qté de diméthylamine réunie même temporairement dans l'atelier : 1 fût de 35 kg)	48 ter B 2e	D
- Trituration et mélange de tous produits organiques naturels, artificiels ou synthétiques (puissance installée \simeq 130 KW)	89 2e	D
- Travail mécanique des métaux par meulage (nb d'ouvriers : 19)	282 2e	D
- Installation de compression d'air (P: 300KW)	361 B 2e	D

2.2. Conformité aux plans et données techniques

2.2.1. L'installation sera disposée et aménagée conformément aux plans et données techniques présentées dans le dossier de la demande complétée pour tenir compte des dispositions du présent arrêté.

.../...

2.2.2 Les prescriptions générales du présent arrêté s'appliquent à toutes les installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire relevant ou non de la nomenclature des Installations Classées.

2.3 - Réglementations particulières

Sans préjudice des autres prescriptions figurant dans le présent arrêté, les textes suivants sont applicables à l'installation :

- l'arrêté du 20 JUIN 1975 de Monsieur le Ministre de l'Industrie relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie,
- instruction ministérielle du 13 AOUT 1971 relative à la construction des cheminées dans le cas des installations émettant des poussières fines,
- instruction ministérielle du 8 MARS 1973 relative aux fonderies de fonte,
- instruction ministérielle du 17 AVRIL 1975 (titre II) fixant les conditions à remplir par les réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables.

Article 3 : PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

3.1 - Principes généraux

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement, et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

A défaut d'autres prescriptions du présent arrêté, l'installation est soumise à l'instruction du 6 JUIN 1953.

Réseau de collecte

Le réseau de collecte des eaux usées devra être du type séparatif permettant d'isoler les eaux de refroidissement des eaux résiduaires polluées. Les eaux de refroidissement rejetées seront d'une qualité au moins aussi bonne que lors de leur prélèvement.

Les eaux pluviales seront recueillies dans un réseau propre.

3.2 - Normes de rejet

Les rejets d'eaux résiduaires dans le milieu naturel devront satisfaire aux dispositions suivantes :

. débits maximaux :

- instantané..... 35 m³/h
- pendant une période de 2 heures consécutives..... 30 m³/h
- pendant une période de 24 heures consécutives.... 325 m³/j

.../...

, concentrations et flux maximums :

PARAMETRES	LES	DCO	DBO5	Kjeldahl	Pc	Total	e NPT	Hydrocarbures
							90 - 112	(avril 75)
Concentration instantanée en mg/l	30	90	40	10	1	5	néant	
Concentration moyenne en mg/l								
sur 2 h	30	90	40	10	1	5	-	
sur 24 h	30	90	40	10	1	1	-	
Flux moyen sur 2 h en kg/h	0,9	2,5	1,2	0,3	-	-	-	
Flux sur 24 h en kg/j	8	24	11	2,5	-	-	-	

. Ph compris entre 6 et 8,5

. température maximale 30° de façon à ce qu'en aucun cas l'élévation de température du milieu récepteur au niveau des rejets soit supérieure à 1,5°C.

L'effluent doit être débarrassé des matières flottantes et ne doit provoquer aucune coloration anormale dans le milieu récepteur.

3.3 - Prévention de la pollution accidentelle des eaux

Toutes dispositions seront prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux.

Notamment, les matériaux utilisés pour la construction des appareils susceptibles de contenir des effluents liquides seront résistants à l'action de ces effluents et le sol des endroits où sont stockés ou manipulés des produits susceptibles d'être à l'origine d'une pollution, devra être étanche et aménagé de façon à former une cuvette de rétention.

Le déchargement de matières toxiques ou corrosives à partir de véhicules-citernes ne peut être effectué en dehors d'une aire aménagée à cet effet.

Les cuvettes de rétention se trouvant sous les dépôts d'hydrocarbures aériens seront parfaitement étanches (murs et parois) et auront un volume au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- . capacité du plus grand réservoir
- . moitié de la capacité globale des réservoirs

3.4 - Règles d'exploitation

L'exploitant doit établir et tenir à jour un schéma des circuits d'eau faisant apparaître clairement les sources, la circulation, les dispositifs d'épuration et les

rejets des eaux résiduaires, ainsi que les quantités des eaux consommées de toute origine ; à cette fin, les pompes de prélèvement seront munies de compteurs totalisateurs volumétriques ou de dispositifs analogues.

Ce schéma doit être adressé à l'inspecteur des Installations Classées en 3 exemplaires dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

3.5 - Dispositif de rejet

Les ouvrages d'évacuation des eaux dans la rivière IAREE devront être en nombre aussi limité que possible et comporter un dispositif aménagé de manière à réduire au minimum la perturbation apportée par le déversement au milieu récepteur aux abords du point de rejet.

Les dispositifs de rejet doivent être aisément accessibles aux agents chargés du contrôle des déversements. Ils doivent être en particulier aménagés de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent ainsi que la mesure de son débit ^{dans} de bonnes conditions de précision, dès la réalisation de travaux de rénovation.

3.6 - Contrôle des rejets

A la demande de l'Inspecteur des Installations Classées, il pourra être procédé à des prélèvements des rejets d'eaux usées et à leur analyse par un laboratoire agréé ainsi qu'à la mesure du débit des effluents. Les dépenses qui en résulteront seront à la charge de l'exploitant.

Cependant l'exploitant est tenu de procéder, à ses frais, au moins une fois par an, à l'analyse de la qualité des effluents avec indication des débits, sur chacun des émissaires de rejet.

Ces analyses seront exécutées soit par l'exploitant soit par un laboratoire agréé.

Les résultats de ces mesures qui doivent porter au minimum sur les paramètres repris au tableau du paragraphe 3.2 ci-dessus, doivent être communiqués à l'Inspecteur des Installations Classées.

Un registre spécial sur lequel seront notés les incidents de fonctionnement des installations d'épuration, les dispositions prises pour y remédier, les opérations d'entretien et de réparation des diverses installations d'épuration et de traitement des eaux résiduaires et les résultats des contrôles de la qualité des rejets doit être régulièrement mis à jour et tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Article 4 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

4.1 - Principes généraux

L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions et monuments ou au caractère des sites est interdite.

4.2 - Fonderie

4.2.1 Les gaz issus du cubilot rejetés à l'atmosphère ne devront contenir en aucun cas plus de 1,4 kg de poussières par tonne de fonte et ceci quelles que soient les conditions de fonctionnement.

4.2.2 En cas de perturbation ou d'incident affectant le traitement des gaz et ne permettant pas de respecter la valeur visée à l'article 4.1, seule la fusion éventuellement en cours pourra être achevée.

4.2.3 Les caractéristiques de la cheminée destinée à évacuer les gaz issus du cubilot devront être calculées en suivant les termes de l'instruction du 13 AOUT 1971 relative à la construction des cheminées dans le cas des installations émettant des poussières fines, en tenant compte de ce que le débit nominal de gaz est de

qui peut être atteint lors du fonctionnement de l'installation est celui qui correspond à une teneur en poussières des gaz égale à 1,4 kg/tonne de fonte.

4.2.4. La mise au cubilot de toute pièce est interdite.

4.2.5. Les gaz chargés de poussières émis lors des opérations de coulées de la fonte, nettoyage des moules, grenailage, ébardage, etc..., devront être épurés avant leur évacuation afin que la teneur en poussières des gaz rejetés à l'atmosphère soit inférieure à 0,15 g/Nm³ (gramme de poussières par mètre cube ramené aux conditions normales de température et de pression : 0° C, 1 bar, l'eau étant supposée rester sous forme de vapeur).

4.2.6. Les objectifs fixés au paragraphe 4.2., sauf ceux de l'alinéa 4.2.4., reprenant les dispositions de l'instruction ministérielle du 8 mars 1973 relative aux fonderies de fonte, doivent être recherchés par l'exploitant à l'occasion des interventions et modifications sur les cubilots et installations annexes et être atteints au plus tard lors du remplacement des matériels.

4.3. Caractéristiques des effluents

La concentration maximale en poussières fines admissibles au niveau du sol du fait des installations concernées et dans l'environnement en limite de l'usine, exprimée en milligramme de poussières fines par mètre cube, ne doit pas dépasser 0,10 mg/Nm³.

4.4. Contrôles

4.4.1. Le fonctionnement des appareils d'épuration devra être vérifié en permanence par des appareils du type compteurs horaires totalisateurs du temps de fonctionnement des systèmes d'aspiration ou des pompes de circulation d'eau.

Les temps de fonctionnement devront être relevés périodiquement et consignés sur le registre prévu au paragraphe 4.4.2.1.

4.4.2. Mesures et contrôle des émissions

4.4.2.1. Des mesures périodiques ou occasionnelles effectuées par un organisme agréé pourront à tout moment être prescrites par l'Inspecteur des Installations Classées tant à l'émission que dans l'environnement de l'établissement. Les frais qui en résulteront seront à la charge de l'exploitant.

A cet effet, des dispositifs obturateurs, conformes à la norme NF X 44052, doivent être prévus sur chaque conduit d'évacuation pour permettre l'exécution des prélèvements.

Un registre spécial sur lequel seront notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de dépoussiérage ou de traitement des produits gazeux polluants, les dispositions prises pour y remédier, et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé sera tenu et mis à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

4.4.2.2. En outre, et tous les 3 ans, l'exploitant devra faire procéder, à ses frais, à la mesure des retombées de poussières solubles et insolubles dans l'environnement de l'établissement, en limite de celui-ci sur au moins 4 emplacements disposés aux quatre points cardinaux.

Les résultats de ces mesures seront communiqués à l'Inspection des Installations Classées.

4.5. En cas de lavage humide des gaz, les eaux de lavage feront l'objet d'une décantation efficace.

Lorsque les boues de décantation (ou les poussières de filtration en cas de dépoussiérage à sec) ne pourront être recyclées en fabrication, les conditions de leur élimination devront être précisées.

4.6 Divers

4.6.1 Installations consommant de l'énergie thermique

Les installations de combustion et les générateurs visés par les dispositions de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 20 JUIN 1975 devront être équipés d'appareils de réglage des feux et de contrôle conformes aux dispositions des articles 5 et 9 de l'arrêté susvisé et agréés suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 AVRIL 1977.

Les visites et examens approfondis périodiques des installations consommant de l'énergie thermique prévus par l'arrêté du 5 JUILLET 1977 doivent être effectués en temps utile.

Les résultats des contrôles et les comptes rendus d'entretien des installations de combustion seront portés sur le livret de chaufferie prévu par l'arrêté interministériel du 20 JUIN 1975 (articles 24 et 25).

4.6.2-Poussières

L'établissement doit être tenu dans un état de propreté satisfaisant et notamment les pistes de circulation, l'intérieur des ateliers et des conduits d'évacuation feront l'objet de nettoyages fréquents

4.6.3 Combustion de déchets

La combustion notamment à l'air libre de déchets susceptibles de dégager des fumées ou des odeurs gênantes pour le voisinage est interdite.

4.6.4 Autres émanations

Les vapeurs captées en vertu des dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs seront épurées.

Les autres vapeurs traitées ou épurées en tant que de besoin, seront évacuées par des ouvertures placées à la partie supérieure des ateliers.

Article 5 : PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE

5.1 - Principes généraux

Toutes dispositions seront prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion

5.2 - Règles d'aménagement

Les moyens de chauffage devront être choisis de façon à ne pas augmenter le risque d'incendie propre à l'établissement.

Les installations électriques devront être effectuées conformément aux règles de l'art et satisfaire aux prescriptions réglementaires en vigueur concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques. Les rapports de contrôle établis devront être tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées à sa demande.

5.3 - Lutte contre l'incendie

5.3.1 Des consignes de sécurité doivent être établies et affichées dans chaque atelier. Elles indiquent la conduite à tenir, les mesures à prendre en cas d'incendie dans le secteur considéré et pour tout accident plus important menaçant l'ensemble des installations (alerte, évacuation...)

5.3.2 Le matériel de lutte contre l'incendie doit couvrir l'ensemble des installations. Les moyens propres à chaque secteur doivent être dimensionnés avec la nature et l'importance du risque à défendre.

5.3.3 Les emplacements des moyens de secours doivent être signalés et les accès maintenus dégagés en permanence. Ils seront entretenus en bon état de fonctionnement et le personnel sera périodiquement entraîné à leur emploi.

5.3.4 Les moyens de lutte contre l'incendie doivent être définis par l'exploitant et répertoriés sur un plan général d'intervention incendie de l'établissement qui doit être périodiquement tenu à jour et communiqué à l'Inspection des Installations classées.

Article 6 : PREVENTION DU BRUIT ET DES TREPIDATIONS

6.1 L'installation sera construite, équipée et exploitée conformément à l'instruction ministérielle du 21 JUIN 1976 de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

6.2 Les véhicules et les engins de chantier, les groupes électrogènes et moto-compresseurs, les matériels divers utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 18 AVRIL 1969).

6.3 L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleur, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

6.4 Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au tableau ci-dessous :

		Niveau limite dB (A)			
Emplacement	Type de zone	Période intermédiaire :			
		Jour	et	Nuit	
		7 H à 20 H	20 H à 22 H	22 H à 6 H	
			Dimanches et jours fériés :		
Limite de propriété de l'usine des Fonderies de JOINVILLE	Zone à prédominance d'activités industrielles (existence d'habitations à 200 m environ)	65	60	55	

6.5 L'inspection des installations classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

Article 7 : ELIMINATION DES DECHETS

7.1 - Principes généraux

Les déchets seront éliminés conformément aux dispositions de la loi n° 75.633 du 15 JUILLET 1975 et des textes pris pour son application, dans des conditions qui ne soient pas de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, à

dégrader les sites ou les paysages, à polluer l'air ou les eaux, à engendrer des bruits et des odeurs et d'une façon générale à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

7.2 - Contrôle de la production de déchets

L'exploitant tiendra à jour un registre sur lequel, pour les catégories suivantes de déchets :

- Grasses de fonderie ;
- sables de moulage et noyautage ;
- sables et poussières de grenailleuse ;
- boues de peinture ;
- déchets métalliques de fabrication ;

la nature, la quantité de déchets solides, liquides ou pâteux engendrés par les fabrications, leur destination, leur condition d'élimination.

Ce registre sera communiqué à l'Inspection des Installations Classées.

7.3 - Stockage temporaire des déchets

Le stockage temporaire des déchets dans l'enceinte de l'établissement doit être fait dans des conditions qui ne portent pas, ou ne risquent pas de porter atteinte à l'environnement.

En particulier les déchets toxiques ou polluants seront traités de façon analogue aux matières premières de même nature en tout ce qui concerne leur conditionnement et la protection contre les fuites accidentelles.

Article 8 : REGLES CONCERNANT DES ATELIERS PARTICULIERS

Les activités reprises au tableau du paragraphe 2.1 du présent arrêté et relevant du régime de la déclaration sont soumises, sans préjudice des dispositions du présent arrêté, aux prescriptions types relatives aux rubriques correspondantes de la nomenclature des installations classées.

Les prescriptions types applicables en l'espèce sont annexés au présent arrêté.

Article 9 : CONTROLE

L'exploitant devra se soumettre aux visites de l'établissement qui seront effectuées par des agents désignés à cet effet.

Article 10 : MESURES EN CAS D'INCIDENTS GRAVES OU D'ACCIDENTS

En cas d'incidents graves ou d'accidents mettant en jeu l'intégrité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des biens, l'exploitant en avertira dans les meilleurs délais, l'Inspection des Installations Classées.

Il fournira à cette dernière, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

Si le fonctionnement des installations fait apparaître des inconvénients ou dangers que les prescriptions ci-dessus ne suffisent pas à prévenir, l'exploitant doit en faire la déclaration sans délai à l'Inspection des Installations Classées.

Dans le cas visé à l'article 38 du décret 77.1133 du 21 SEPTEMBRE 1977 ainsi que dans le cas visé à l'alinéa précédent, l'exploitant prendra les mesures d'exécution immédiate nécessaires pour faire cesser les dangers ou inconvénients et limiter les conséquences pour les intérêts protégés par l'article 1er de la loi du 19 JUILLET 1976.

Article 11 : MODIFICATION - TRANSFERT - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Par application de l'article 20 du décret 77.1155 visé ci-dessus, toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Tout transfert de l'installation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Article 12 : ABANDON - DECHEANCE - CESSATION D'ACTIVITE

La présente autorisation cessera de produire effet en cas où l'installation n'aura pas été mise en service dans un délai de trois ans après la notification du présent arrêté ou n'aura pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

En cas de cessation d'activité, l'exploitant doit en informer le Préfet dans le mois qui suit.

L'exploitant doit remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76.663 du 19 JUILLET 1975.

Article 13 : FENES DE CONSTRUCTION

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

Article 14 : CODE DU TRAVAIL

L'exploitant devra se conformer aux prescriptions édictées, au titre III, livre II du Code du Travail et textes subséquents relatifs à l'hygiène et à la Sécurité des travailleurs et notamment à celles précisées par le décret n° 62.1454 du 14 NOVEMBRE 1962 relatif à la protection des travailleurs contre les courants électriques.

Article 15 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 16 : BOULEVARDIER

La mise en place des différents registres prévus au présent arrêté doit être effective dans un délai de 3 mois.

Article 17 : Affichage

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché :

- . par les soins du pétitionnaire de façon permanente et visible sur les lieux de l'établissement autorisé ;
- . par M. le Maire de JOINVILLE aux portes de la Mairie pendant une durée minimale d'un mois.
- . Un avis sera inséré par mes soins et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Article 18 : M. le Secrétaire Général de la Haute-Marne, M. le Sous-Préfet de SAINT-DIZIER, M. le Maire de JOINVILLE, M. le Directeur Interdépartemental de l'Industrie de Picardie-Champagne-Ardenne et M. l'Ingénieur Subdivisionnaire des Mines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à la S.A. des Fonderies de JOINVILLE, Route de la Forge - 52300 JOINVILLE.

Chaumont, le 23 NOV. 1981

Le Préfet,

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Bernard PREVOST



Pour ampliation
Pour le Secrétaire Général
et par délégation
Le Directeur de l'Administration
Générale et de la Réglementation
J. Coutures
GEORGES COUTURES